

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **13 FEV. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARMACO

Le Pas d'un Jean
Route de Thônes
Annecy-Le-Vieux
74940 ANNECY

Références : 20230120-RAP-InspCarCarmacoAnnecy-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement CARMACO CARRIERES implanté Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74940 Annecy. L'inspection a été annoncée le 30/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMACO
- Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74940 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006101701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Carmaco été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune déléguée d'Annecy-Le Vieux, commune d'Annecy par arrêté préfectoral du 2 mars 2018 modifié pour une durée de 18 ans.

Le gisement est estimé à 1 325 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 75 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est de 1 520 000 t pour la remise en état.

Des installations de traitements sont également présentes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets – Registre
- Conditions d'exploitation – Phasage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
11	Phasage – Conditions d'exploitation – Stabilité	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
3	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	AR 2023 – Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	Sans suite
2	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994,	Sans suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
	d'extraction inertes résultant de l'exploitation	article 11 > 11.5.	
4	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	Sans suite
5	AR 2023 – Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Sans suite
6	AR 2023 – Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	Sans suite
7	AR 2023 – Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	Sans suite
8	AR 2023 – Déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans suite
9	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1.1.2	Sans suite
10	Plans	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 2.1.11	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait d'instabilités géotechniques découvertes, l'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de son site, sans en porter connaissance préalablement à monsieur le préfet de la Haute-Savoie. Ce constat a fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N°1 : AR 2023 – Déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; • aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux, non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; • lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par</p>

divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats :

Seuls les déchets issus de l'exploitation sont concernés par le Plan de Gestion des Déchets.

L'exploitation ne nécessite pas de décapage et l'extraction ne génère pas de déchets. Tous les matériaux sont traités dans les installations présentes sur le site. Il n'y a pas de lavage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets Inertes d'extraction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

L'exploitation ne générant pas de déchets d'extraction, il n'y a pas de stocks sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du remblayage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Constats :

Sous 3 mois, l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones remblayées de la carrière dans le cadre de la remise en état du site. Il justifiera de la stabilité de ces zones.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du remblayage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Constats :

Les déchets extérieurs utilisés dans le cadre du remblayage de la carrière sont :

- les déchets inertes provenant de la Suisse et qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme ;
- les déchets inertes extérieurs provenant de chantiers français qui respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014. La zone de chalandise pour ces derniers s'étend d'Annecy à Thône.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°5 : AR 2023 – Déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PGD ou justification absence PGD

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des

déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

La société Carmaco granulats exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune d'Annecy.

L'extraction de ces matériaux et leur traitement sur les installations du site ne génèrent aucun déchet d'extraction.

Au vu des constats précédents, l'exploitant justifie de la non nécessité de réaliser un plan de gestion des déchets.

Cette justification doit cependant être tracée et transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie tous les 5 ans.

L'inspection rappelle que l'exploitant devra mettre à jour la justification qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un plan de gestion des déchets tous les 5 ans à la date de notification de cet envoi.

A chaque révision, cette justification devra être transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :

- courriel à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr ;
- courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.

Observations :

L'exploitant devra transmettre cette justification de non nécessité de réaliser un PGD sous 15 jours

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°6 : AR 2023 – Déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme.

Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le

traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.
Constats : Les matériaux extraits sur ce site sont des roches sédimentaires massives carbonatées silico-calcaires. Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : AR 2023 – Déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.
Constats : Au vu des constats réalisés, cette prescription ne s'applique pas à l'exploitation de ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : AR 2023 – Déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des terres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la date de réception ; • b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; ◦ les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; ◦ lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; ◦ s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; ◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; ◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux

- articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement la tolérance pour renseigner ce registre est reconduite jusqu'au 1^{er} mai 2023. Il n'est pas demandé de réaliser un téléversement de l'année 2022.

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, lorsque l'une des personnes mentionnées aux articles 1^{er} à 14 de l'arrêté, ne dispose pas de numéro SIREN, le numéro SIREN et le numéro SIRET sont remplacés par, selon le cas :

- pour les associations, le numéro d'inscription au registre national des associations, ou à défaut au registre des associations du tribunal de leur siège ;

- pour les entreprises dont le siège social est situé hors de France et dans un pays de l'union européenne, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- lorsque ce siège social est hors de l'union européenne, le numéro d'identification délivré par les autorités du pays d'implantation ;
- pour les personnes physiques, les nom et prénom.

Nous avons constaté en séance, la mise en place du registre chronologique sur le site. Nous n'avons pas constaté d'information manquante sur le registre.

Concernant les DAP, l'exploitant s'assurera que la totalité des DAP sont signées et datées par le producteur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Extraction autorisée

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 1.1.2. de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2018-0021 du 2 mars 2018 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	Production annuelle Moyenne : 75 000 tonnes Production annuelle maximale : 200 000 tonnes Volume de matériaux à extraire : 1 325 000 tonnes Remblaiement Tonnage annuel moyen : 43 000 m ³ /an Tonnage annuel maximal : 150 000 m ³ /an Volume maximal : 760 000 m ³	Λ*

Constats :

L'exploitant nous a justifié en séance les volumes extraits et les volumes remblayées à la date du 31/12/2022

Nous n'avons pas constaté pour l'année 2022 de dépassement des volumes autorisés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 2.1.11

Thème(s) : Risques accidentels, Plans

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et des terres de découverte ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement des bornes ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie). Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les plans sont réalisés tous les ans. Le dernier a été mis à jour le en décembre 2022

L'ensemble des items exigés n'est pas présent sur le plan.

Lors de la réalisation du prochain plan topographique, l'exploitant fera modéliser les zones en cours de remblaiement et en cours d'exploitation. Il ajoutera également la légende pour la clôture.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Phasage – Conditions d'exploitation – Stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Extraction

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

Article 8.2.2

Contre le risque de chute de blocs sur le carreau Sud (période TI), une zone de retrait d'une largeur de 20 mètres en pied de falaise (pour le personnel et les engins), doublée d'un merlon de 3 mètres de haut jouant le rôle de piège à blocs, doit être mise en place

Article 8.3.1

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de porter à connaissance du 4 juillet 2019 et ses annexes, dont les études géotechniques du 21/12/2018 complétée par les notes du 26 et 29 avril 2019 et de mai 2019, réalisées par SAGE Ingénierie.

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans situés en annexe II du présent arrêté doit être

scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de Haute-Savoie. Les travaux d'extraction progressent par phase. Le plan d'exploitation en annexe II du présent arrêté, présente la progression des travaux d'extraction. Il est strictement respecté. L'extraction se fait sur une période de 16 ans. La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux. Cependant, la remise en état final se fera sur une durée de 2 ans. L'extraction est interdite les deux dernières années.

- Phase 1. Durée 3 ans :
 - fin de l'extraction du carreau sud (matériaux restants aux abords) ;
 - remblaiement du carreau sud.
- Phase 2. Durée 1,5 an :
 - extraction du front nord dans le carreau nord ;
- Phase 3. Durée 0,5 an :
 - mise en place de deux unités mobiles de traitement sur le carreau Sud d'une puissance maximale cumulée de 755 kW
 - démontage de l'installation de traitement fixe située sur le carreau Nord ;
 - extraction de la plate-forme d'accès à l'alimentation actuelle.
- Phase 4. Durée 11 ans :
 - extraction carreau nord jusqu'à la cote 535 m NGF
 - les travaux se font selon la méthode en « escargot » du haut vers le bas.
- Phase 5. Durée 2 ans :
 - plus d'extraction sur le site de la carrière ;
 - remblaiement du carreau nord jusqu'à 565 m NGF.

Article 8.3.2

L'extraction de matériaux est réalisée hors d'eau, à ciel ouvert, selon les conditions ci-dessous.

Carreau Sud :

(...)Finalisé depuis 2021

Carreau Nord :

1. Conditions générales :

L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, il réalise toutes les purges nécessaires à la sécurisation permanente des fronts de taille. Cette surveillance est tracée et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Aucune extraction n'est réalisée en dessous du niveau 535 NGF. Dans le cas où le carreau serait partiellement et temporairement noyé du fait de l'existence de circulations karstiques, l'aménagement éventuel d'un puisard et d'un dispositif de pompage devra être réalisé.

Préalablement à l'exploitation du carreau nord, l'exploitant réalisera un confortement :

- de la dalle située sous la « masse 2002 » selon le plan d'exploitation du carreau nord en annexe IV (P1) et le plan de profil en annexe V du présent arrêté. Douze ancrages d'une longueur de 12 mètres inclinés à 30° par rapport à l'horizontale devront être mis en place conformément à l'étude géotechnique de mai 2019 réalisée par SAGE Ingénierie. La justification du dimensionnement devra être validée par un organisme compétent après l'évacuation du stock de matériaux qui masque une partie de cette masse ;
- du talus existant dans l'angle nord-ouest selon le plan d'exploitation du carreau nord en annexe IV (P2) et le plan de profil en annexe VI du présent arrêté. Quarante-six ancrages d'une longueur de 9 mètres inclinés à 15° par rapport à l'horizontale devront être mis en place conformément à l'étude géotechnique de mai 2019 réalisée par SAGE Ingénierie. La justification du dimensionnement devra être validée par un organisme compétent après l'évacuation du stock de matériaux qui masque une partie de cette masse.

L'exploitation du carreau nord est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme à la suite de la mise en place de l'ensemble de ces confortements.

2. Fronts nord et sud

La réalisation d'un front d'une hauteur de 30 mètres avec une pente maximale de 85°/horizontale est subordonnée à la mise en place des mesures suivantes :

- réalisation d'une purge au niveau des talus surmontant les risbermes qui serviront d'accès au front nord ;
- l'exploitation est réalisée du haut vers le bas par des tirs de mines dont la hauteur

maximale de foration est de 8,5 mètres (charge unitaire maximale 44 kg) pouvant aller jusqu'à 15 mètres et 100 kg de charge unitaire après avis d'un organisme compétent. Cet avis devra être transmis à l'inspection des installations avant la mise en place des tirs. Le plan de tir devra accompagner cet avis et être validé également par l'organisme compétent ;

- après l'enlèvement de chaque passe de tir une purge est réalisée.

(...)

Constats :

Le jour de l'inspection nous avons constaté que le remblaiement du carreau Sud n'était pas finalisé. Nous avons constaté une zone d'exclusion d'environ 20 mètres en pied de massif. Cependant, la finalisation de la zone de remblaiement n'étant pas réalisée, le merlon n'a pas pu être mis en place.

En considérant le phasage tel que prévu dans le dossier, à la date de l'inspection, la phase 1 doit être finalisée depuis 2021, la phase 2 doit être achevée en 2023 et la phase 3 devrait démarrer en 2023.

En tout premier lieu, l'inspection constate que les plans de phasage sont illisibles. Aussi, afin de vérifier l'avancement, nous avons analysé le dernier plan d'exploitation réalisé (2021).

A la suite des déclarations de l'exploitant et des constats que nous avons effectués, les éléments sont les suivants :

- Phase 1 : le remblaiement du carreau Sud n'est pas finalisé. L'exploitant souhaite augmenter la part de déchets inertes provenant des chantiers français de proximité au détriment des déchets provenant de la Suisse. Ceci a un impact sur le temps nécessaire pour achever le remblaiement, ce dernier ne sera pas finalisé avant 2026 environ ;
- Phase 2 : l'extraction du front Nord du carreau Nord est en cours. Cependant, le phasage ne sera pas respecté du fait de problème géotechnique. Ce front ne sera pas totalement exploité avant 2026 ;
- Phase 3 : Le remblayage n'étant toujours pas finalisé, le déplacement des installations n'est pas envisagé avant 2026.

Actuellement, l'exploitant exploite le front Nord et la jonction Nord-Ouest. Du fait des instabilités géotechniques et de l'analyse du géotechnicien du bureau Sage, l'exploitant a modifié sa zone d'extraction afin de purger les instabilités. Dans ce cadre, il a commencé à extraire la partie sommitale de la jonction.

Cette zone, bien qu'elle soit située dans le périmètre d'exploitation et en dehors de la bande de 10 mètres, ne fait pas partie de la zone d'extraction dans les plans de phasage.

L'exploitant a donc modifié les conditions d'exploitation sans en porter connaissance préalablement à monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

Nous avons également constaté qu'à la suite du dernier tir de mines sur cette zone, des blocs semblent être en suspend.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations une étude géotechnique concernant l'éperon central. Il apparaît à la lecture de ce document que la partie sommitale est fracturée et serait assise sur un plan de glissement. Il est nécessaire de purger cette zone qui n'est plus liée.

L'inspection considère qu'il est nécessaire de réaliser un phasage d'exploitation cohérent par rapport aux différentes instabilités constatées.

Pour cela, il est nécessaire d'avoir une vision globale sur les conditions d'exploitation en tenant compte a minima des contraintes géotechniques sur l'ensemble des fronts et du massif, du gisement réellement exploitable vis-à-vis de ces contraintes. La stabilité générale du massif devra également être justifiée et les pentes précisées.

Conformément à l'article R. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de mettre en demeure l'exploitant :

- sans délai, d'arrêter l'extraction sur les zones non autorisées ;
- dès que les conditions climatiques le permettent et sans dépasser un délai 1 mois, de réaliser une analyse géotechnique à la suite du dernier tir par un organisme compétent. Il

devra déterminer quelles actions doivent être mises en place afin de garantir la stabilité des blocs issus du dernier tir et présents sur le front ;

- sous 6 mois :

- soit de respecter les prescriptions édictées aux articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/03/2018 modifié ;
- soit, au vu des éléments constatés, de déposer auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie, une demande de procédure « cas par cas » (cerfa n014734*03) afin de déterminer éventuellement la nécessité de réaliser une évaluation environnementale, une étude d'incidence ou un arrêté préfectoral complémentaire (tableau annexé à l'article R-122.2 du CE :
 - colonne : catégories de projet => 1) Installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - colonne : projets soumis à examen au K/K => 1) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).

L'ensemble des éléments permettant à l'inspection de se prononcer devra être joint à cette demande, et en particulier, la justification de la modification du phasage liée aux contraintes géotechniques rencontrées. Les conditions d'exploitations devront être justifiées en tenant compte des contraintes géotechniques sur le carreau Nord mais également au niveau de l'éperon central. La stabilité devra être justifiée et les pentes précisées. Les différents aléas de rupture pour les chutes de pierres, de blocs, de compartiments (placages, colonnes), etc ainsi que l'aléa de propagation devront être qualifiés. Des procédures de surveillances et d'alertes devront être mises en place. Les éléments de sécurité devront être dimensionnés.

L'actualisation des garanties financières devra également être transmise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

